

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

MAURICE BELLOM

Chronique des questions ouvrières et des assurances sur la vie

Journal de la société statistique de Paris, tome 49 (1908), p. 423-426

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1908__49__423_0

© Société de statistique de Paris, 1908, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

V

CHRONIQUE DES QUESTIONS OUVRIÈRES ET DES ASSURANCES SUR LA VIE

Les retraites ouvrières au Sénat. — M. Cuvinot a saisi la commission sénatoriale des retraites ouvrières d'une proposition de loi qui est basée sur le principe de la liberté et qui affranchit de l'obligation du triple versement (État, ouvrier, patron) et de la capitalisation. Cette proposition spécifie que les ouvriers et employés de l'industrie, du commerce, des associations ouvrières, des professions libérales et de l'agriculture, et les domestiques attachés à la personne peuvent obtenir, dans des conditions déterminées, une retraite de vieillesse et, le cas échéant, une retraite d'invalidité. Aux termes de l'article 2, la retraite est constituée par les versements facultatifs des intéressés, par des versements complémentaires facultatifs des employeurs et par des majorations de l'État.

Les versements des employés et ceux des employeurs seront établis conformément au salaire, ou fixés à un nombre exact de demi-francs par mois.

La Caisse des dépôts et consignations est chargée de la gestion financière de la Caisse des retraites et le montant de la rente viagère et la majoration sont réglés comme suit :

« ART. 5. — Le montant de la rente viagère à servir est calculé conformément à des tarifs tenant compte pour chaque versement : 1° de l'intérêt composé du capital; 2° des chances de mortalité, en raison de l'âge des déposants et de l'âge auquel commence la retraite.

« ART. 6. — La majoration allouée sur les fonds de l'État est calculée, chaque année, en prévision d'une liquidation à l'âge de soixante-cinq ans; elle est inscrite sur le livret individuel du bénéficiaire.

« Cette majoration sera du tiers de la rente qui serait produite par les versements effectués à capital aliéné et cessera de croître lorsque la pension acquise atteindra, y compris cette majoration, la somme de 360 francs. Elle cessera aussi de croître lorsque la situation du déposant se trouvera modifiée, mais les inscriptions antérieures seront considérées, dans tous les cas, comme définitivement acquises.

« Tout assuré pourra, à partir de cinquante-cinq ans, réclamer la liquidation anticipée de sa pension de retraite; mais dans ce cas, la majoration accordée par l'État sera aussi l'objet d'une liquidation reportée au même âge et réduite en conséquence. »

La retraite serait acquise de droit aux invalides et incurables. Quant aux retraites accordées à leurs membres par les sociétés de secours mutuels, les caisses patronales ou syndicales et les syndicats de garantie, elles bénéficieraient des majorations accordées par l'État. La loi serait applicable aux colons partiaires, fermiers ou métayers, toutes les fois qu'ils travailleraient seuls ou n'emploieraient que des membres de leur famille et un domestique, et qu'ils ne seraient pas imposés à l'une des contributions directes pour une somme supérieure en principal à 20 francs.

Le congrès international des assurances sociales à Rome en 1908. — Le congrès qui vient de se tenir à Rome en octobre 1908 ne l'a cédé ni en éclat ni en

importance aux précédents. Il a été marqué par une orientation nouvelle dans les travaux de ces assises internationales. D'une part, certaines branches d'assurances, l'assurance-chômage et l'assurance maternelle, ont conquis définitivement droit de cité parmi les assurances sociales, d'autre part, les congrès à large recrutement doivent être plus espacés (cinq ou six ans au lieu de trois) à raison de la difficulté de préparation et des frais de publicité motivés par la multiplicité des documents à imprimer, conséquence inévitable de la multiplicité des questions à l'ordre du jour; mais, pour ne pas stériliser les efforts communs des spécialistes qui constituent le noyau de l'effectif de chaque congrès, des réunions moins nombreuses et limitées à un cercle réduit de questions seront tenues tous les trois ans. La prochaine doit avoir lieu en Hollande.

De plus, il a été décidé que chaque pays constituerait une association nationale d'assurances sociales dont les dirigeants seraient les délégués au sein du comité permanent international maintenu à Paris. M. Lerider, qui avait présidé ce comité depuis sa fondation, a cru devoir, malgré les instances de ses collègues, se démettre de ses fonctions, alléguant les fatigues de l'âge que sa verte vieillesse ne laisserait point soupçonner; il a proposé la nomination à la présidence de M. Raymond Poincaré, dont le Congrès a accueilli le nom par des acclamations unanimes.

Au point de vue des principes, le congrès de Rome a été signalé par l'adhésion ou plutôt, selon l'expression de l'orateur, par la conversion de M. Luzzatti au système de l'obligation. L'impression produite par la déclaration du ministre d'état a été toutefois plutôt due à sa haute personnalité qu'à la traduction d'une opinion qu'il aurait partagée avec ses compatriotes. La facilité avec laquelle il avait annoncé la faillite de la liberté ne doit pas, en effet, créer un équivoque sur la situation en Italie. Deux orateurs, dont on ne saurait contester ni l'autorité ni la compétence, ont, en effet, apporté à la tribune des déclarations qui ne permettent nullement de désespérer de la liberté. M. Ferrero di Cambiano, député et président de la Caisse nationale de prévoyance, et M. Paretti, directeur de cette caisse, ont, en effet, demandé pour la prévoyance libre l'aumône de quelque crédit. « Ce n'est pas encore le cas, a dit M. Ferrero di Cambiano, de parler d'une faillite complète de l'assurance libre et d'un insuccès complet de la Caisse nationale de prévoyance. » D'après M. Paretti, si la caisse n'a pas donné toute sa mesure, c'est que l'appui gouvernemental ne lui a pas été concédé avec une libéralité suffisante (1).

Caisse générale d'épargne et de retraite du royaume de Belgique. — Le fonctionnement, en 1907, de la Caisse générale d'épargne et de retraite du royaume de Belgique est défini par les chiffres suivants.

Epargne. — Le nombre des livrets a passé de 2 419 710 (31 décembre 1906) à 2 528 207 (31 décembre 1907). Il y a un livret par trois habitants.

Les livrets existant au 31 décembre 1907 se répartissaient comme suit :

1 à 20 ^f	42,8
20 à 100	18,5
100 à 500	18,3
500 à 1 000	7,8
1 000 à 2 000	11,9
2 000 à 3 000	0,4
Plus de 3 000	0,3
	100,0

Depuis 1903, la répartition des livrets d'après leur solde est constante. L'arrêté du 12 juin 1902 a eu pour effet le transfert sur carnets de rentes belges d'une partie importante des dépôts d'épargne.

Retraites. — Le nombre des versements a passé de 2 224 727 (dans l'année 1906) à 1 759 677 (dans l'année 1907). La diminution importante du nombre des versements n'est

(1) Voir, pour plus de détails, Maurice BELLOW, « Le Congrès des assurances : la Prévoyance en Italie » (*Économiste français* du 24 octobre 1908, p. 605).

point l'indice d'un ralentissement dans l'activité des opérations de prévoyance; elle résulte immédiatement de la modification apportée à la forme des tarifs par l'arrêté royal du 20 décembre 1906. En effet, avant le 1^{er} janvier 1907, les sociétés de retraites étaient conduites, en raison de la variation mensuelle du taux de la rente, à effectuer plusieurs versements par an. Depuis que le taux de la rente ne change plus au cours d'une même année, les sociétés de retraites ont avantage à n'effectuer qu'un seul versement par an.

Le montant des sommes versées a, d'ailleurs, passé de 13 706 894 francs, en 1906, à 14 206 957 francs en 1907.

Le nombre des bénéficiaires de rentes, au 31 décembre 1907, était de 10 415, savoir :

Rentes de	{	moins de 12 ^f	2 829
		12 à 24	1 616
		24 à 120	2 497
		120 à 360	1 433
		360 à 720	883
		720 à 1 200	857

représentant une valeur totale de 1 845 546^f 83.

Assurances. — Au 31 décembre 1907, la caisse comptait 35 864 polices en cours; la valeur des capitaux assurés s'élevait à 68 048 736 francs. Les polices d'assurances ayant pris cours immédiatement après le premier versement de prime se répartissaient comme suit d'après leur importance :

Polices de	{	moins de 1 000 ^f	8 851
		1 000 à 2 000	7 993
		2 000 à 3 000	6 737
		3 000 à 4 000	5 767
		4 000 ^f et au-dessus	5 856

Les rentes-accidents. — La Caisse générale d'épargne et de retraite intervient pour la constitution de capitaux de rentes-accidents pour les chefs d'entreprises.

En 1907, il a été versé à la Caisse de retraites-accidents des sommes s'élevant, au total, à 384 668^f 93, dont 380 315^f 99 ont été convertis définitivement en rentes. Le délai de revision n'étant encore expiré pour aucune affaire, aucune rente n'est servie pour incapacité permanente.

Habitations à bon marché en Belgique. — La Caisse générale d'épargne et de retraite avait, au 31 décembre 1907, agréé 172 sociétés pour la construction des maisons ouvrières : elle leur avait avancé 27 586 148 francs à 2,50 %, 39 921 431 francs à 3 %, 2 254 343 francs à 3,25 %.

Un arrêté du 4 juillet 1907 a décidé le prélèvement d'une portion du fonds de réserve de la Caisse d'assurances en vue d'une répartition entre les preneurs d'assurances dont les contrats étaient en cours depuis cinq ans au moins à la fin de 1906. Il a été, de plus, décidé de ristourner une partie des primes versées.

En conséquence, la caisse a remis aux sociétés d'habitations ouvrières la somme de 3 847 503^f 30 destinée à être allouée aux emprunteurs assurés : de là, pour certains d'entre eux, une réduction notable de leur dette vis-à-vis des sociétés.

Un arrêté royal du 29 juillet 1907 a réduit notablement le tarif des assurances, lequel est basé actuellement :

- 1° Sur le taux d'intérêt de 3 %;
- 2° Sur la table belge HF 1904;
- 3° Sur un chargement de 3 %.

Enfin, un arrêté du 4 juillet 1907 a réduit de 3 % à 2,50 % le taux d'intérêt bonifié aux dépôts en compte courant des sociétés d'habitations ouvrières, lorsque les dépôts proviennent de sociétés qui ont obtenu des avances à ce dernier taux, pour la partie des dépôts qui ne dépasse point le montant des avances consenties au taux de 2,50 %.

Application de la loi du 10 mai 1900 sur les pensions de vieillesse. — Le nombre des sociétés mutualistes qui affilient leurs membres à la Caisse de retraites s'élève à 5 428 au

31 décembre 1907 (soit une augmentation de 80 en 1907); le nombre des sociétés scolaires effectuant à la Caisse de retraites des versements au nom de leurs membres était de 792 au 31 décembre 1907.

Le nombre des affiliés dus à la propagande était de 67 257, chiffre inférieur au chiffre correspondant (75 320) de 1906. Le nombre approximatif des affiliés était de 920 000 au 31 décembre 1907 contre 850 000, chiffre annoncé au 31 décembre 1906.

Nouvelle comptabilité de la Caisse de retraites. — Les tarifs de rentes différées donnant les rentes relatives à l'âge de soixante-cinq ans (avec un tableau de coefficients exprimant le rapport constant qui existe entre ces rentes et les rentes relatives aux autres âges admis par la loi), toutes les rentes prises en charge par la caisse sont calculées dans l'hypothèse de l'entrée en jouissance à soixante-cinq ans; les comptes de retraites sont dès lors classés suivant la date de naissance des titulaires.

Mutualités patronales. — Le nombre des sociétés de retraite fondées dans des établissements industriels s'est élevé à 227 le 31 décembre 1907, contre 192 au 31 décembre 1906.

Compagnies françaises d'assurance sur la vie. — D'après le *Moniteur des assurances*, les opérations des compagnies françaises d'assurances sur la vie sont, pour l'année 1907, définies par les chiffres suivants :

a) Assurances	
Capitaux en cours au 31 décembre 1907 (réassurances déduites)	3 742 636 361 ⁴
Production totale de l'année 1907	472 912 314
Sinistres de l'année 1907	64 504 895
(Rapport des sinistres aux capitaux en cours pendant l'année 1907 : 1,72 %.)	
b) Rentes viagères.	
Rentes viagères immédiates en cours au 31 décembre 1907	97 904 740
Rentes différées, de survie, etc., au 31 décembre 1907	5 319 370
Rentes viagères immédiates éteintes en 1907	4 906 763
Rentes viagères immédiates constituées en 1907	8 298 796
c) Réserves.	
Réserves mathématiques pour risques en cours au 31 décembre 1907	2 328 615 175
d) Frais généraux et commissions.	
Frais généraux en 1907	14 231 137
Commissions en 1907	15 824 319
e) Actif.	
Avoir au 31 décembre 1907.	2 710 843 902

Maurice BELLON.